

# Les Catalans mobilisés pour ou contre l'indépendance

► La Catalogne se rend aux urnes dimanche pour des élections régionales anticipées. ► Ce scrutin, très particulier, a été transformé par les Catalans en plébiscite pour ou contre l'indépendance.

## BARCELONE

De notre envoyée spéciale

L'ambiance est électrique à l'Hospitalet de Llobregat, à l'espace La Farga, dans la banlieue de Barcelone. Nuria, 64 ans, retraitée, n'aurait raté pour rien au monde l'un des meetings de la campagne électorale de Junts pel Sí (Ensemble pour le « oui »), la liste indépendantiste. Pour elle, la blessure de l'Estatut ne s'est jamais refermée. L'Estatut, ce nouveau statut d'autonomie adopté par les Parlements catalan et espagnol, avait été amputé de 14 articles, invalidés en 2010, par un arrêt de la Cour constitutionnelle espagnole après un recours du Parti populaire (PP, droite, au pouvoir). « Le gouvernement espagnol ne nous écoute pas. Et chaque fois que notre président de la région, Artur Mas, est allé à Madrid, on lui a dit non tout le temps. Ils ne nous aiment pas », lâche-t-elle.

Telles des rock stars, les têtes de liste parcourent la salle au milieu d'une haie d'honneur des militants, sous des tonnerres d'applaudissements. Parfois la foule crie en chœur « In-de-pen-dèn-cia ». Ici le doute n'existe pas, c'est l'émotion qui règne. Les déclarations de plusieurs dirigeants européens affirmant que la Catalogne sortirait de l'Union européenne si elle devenait indépendante sont ignorées. Angel, chercheur chimiste, 69 ans, ne cède pas au « message de la peur ». « Il est difficile pour moi de croire que l'UE va laisser dehors 7,5 millions d'habitants. Ils négocieront avec nous pour qu'on reste. »

**« Nous sommes dans un cycle électoral qui se terminera avant Noël, avec les élections générales. »**

Si la classe politique européenne s'est prononcée contre l'indépendance, le monde économique sort aussi de son mutisme habituel, employant l'artillerie lourde. Fait rare, les banques ont assuré, dans un communiqué de leur association, qu'elles reconsidéreraient leur présence en Catalogne en cas de sécession. Chez les indépendantistes, ces avertissements sont tournés en ridicule. « Ils nous annoncent tous



FRANCY PRESS/4/PANORAMIC

Rassemblement pour l'indépendance, le 11 septembre, à Barcelone.

l'enfer », réplique, ironique, Alfred Bosch, conseiller municipal de la gauche indépendantiste républicaine ERC à la mairie de Barcelone. « On aura peut-être des difficultés mais l'indépendance sera possible. Franchement, la diplomatie et les banquiers ne sont pas connus pour être révolutionnaires. Et n'importe quel changement passe par (le fait d')enfreindre les lois », ajoute-t-il.

C'est ce que prévoit le programme de Junts pel Sí, une candidature unitaire exceptionnelle pour des élections régionales où l'unique débat tourne autour de l'indépendance. Cette liste rassemble le parti d'Artur Mas (conservateurs), l'actuel président de la région, et ERC, la gauche indépendantiste républicaine.

Faute d'avoir pu valider le résultat du référendum du 9 novembre 2014, considéré comme illégal par la Cour constitutionnelle, les indépen-

distes utilisent ce scrutin régional comme un plébiscite, au grand dam des autres partis. L'inquiétude est palpable parmi l'opposition et dans les grandes entreprises. Car les séparatistes pourraient frôler, voire atteindre la majorité absolue en sièges, mais pas en pourcentage de votes. Ils promettent la mise en place en dix-huit mois d'un État catalan, puis la déclaration d'indépendance. « Le Parti populaire n'a pas cru à la logique indépendantiste. Il se réveille maintenant, tard, après une période où il a préféré la logique de la loi, mais sans établir de dialogue avec les indépendantistes. Nous assistons donc à deux monologues entre loi et indépendance », explique Gabriel Colomé, professeur de sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone (UAB).

Dans les petites et moyennes entreprises, l'indépendance fait des



adeptes. L'argument phare du gouvernement catalan, sur le déficit fiscal des 16 milliards d'euros, revient en boucle. Il correspond à la différence entre les impôts collectés par Madrid et ce que reverse l'État espagnol à la Catalogne. Mais personne ne se met d'accord sur ce chiffre, qui varie de 3 à 16 milliards d'euros, selon les interlocuteurs. D'autres régions riches souffrent aussi de ce déficit, comme Madrid ou Valence, car le système a été mis en place pour respecter le principe

## PAROLES

**JORDI BATET**, 67 ans, chef d'entreprise catalan, patron du groupe Sistel

« Je me sens abandonné par Madrid »

« Je suis à la tête de plusieurs sociétés spécialisées en électronique. Nous exportons à l'étranger. Je me sens abandonné par Madrid. La Catalogne est pourtant un moteur économique. Et nous avons de gros problèmes. Par exemple, le port de Barcelone n'a pas, pour ses liaisons ferroviaires, l'écartement européen des rails, ce qui pose de multiples problèmes aux industriels catalans. Et l'Espagne a investi une fortune pour des lignes de TGV parfois non rentables ! Dans d'autres régions, comme au Pays basque, les zones industrielles ressemblent à celles de l'Allemagne. Et ici, ce n'est pas brillant. Autre exemple : nous avons des péages sur les autoroutes, alors que dans le reste de l'Espagne, c'est gratuit. En plus, notre déficit fiscal avec Madrid (la différence entre les impôts collectés en Catalogne et ce que l'État espagnol reverse à la région) est de 16 milliards d'euros. Autant d'argent qui pourrait nous servir dans une Catalogne indépendante. »

de solidarité avec les régions les moins riches.

Joan Corominas, lui aussi chef d'entreprise, tient un tout autre discours. Il a voté pendant des années pour les nationalistes, au pouvoir en Catalogne, mais il ne se reconnaît plus dans le virage indépendantiste. Il vient de créer une plate-forme de patrons pour soutenir la voix du dialogue avec Madrid. Ce qui ne l'empêche pas d'admettre des griefs. « Il avait été décidé il y a quelques années entre Madrid et Barcelone que les investissements en infrastructures devaient augmenter. À cause de la crise, cela n'a pas été possible. »

Au siège du Cercle d'économie à Barcelone, on s'inquiète également. Pour la première fois depuis 1977, l'institution rassemblant des grandes entreprises a publié un communiqué en pleine campagne électorale. Pour se prononcer contre une déclaration unilatérale d'indépendance. « Les raisons du malaise en Catalogne existent, estime le directeur Jordi Alberich. Le problème, c'est la question de la disproportion entre ce malaise et la réponse des indépendantistes. On ne peut pas justifier une déclaration unilatérale d'indépendance pour mettre fin au malaise. » « Nous aurons un début de réponse le 27 au soir mais pas le résultat final », assure Joan Botella, doyen de la faculté de sciences politiques de UAB. « Car nous sommes dans un cycle électoral qui se terminera avant Noël, avec les élections générales », ajoute Gabriel Colomé.

« Quelle que soit la solution, elle sera négociée et chaque camp va compter ses voix pour arriver en force à la table de négociation », prédit Joan Botella. Pour les milieux économiques et les politiques modérés, la solution passerait par une révision de la Constitution et le fédéralisme.

Paradoxalement, si la liste indépendantiste atteint la majorité absolue, la moitié des Catalans restent pourtant partisans d'un État fédéral, le noyau dur des séparatistes ne dépassant pas les 25 %. « Beaucoup vont voter pour les indépendantistes pour forcer la négociation. Mais c'est un jeu dangereux, car les leaders de la liste séparatiste veulent vraiment l'indépendance », avertit Carlos Carriosa, numéro deux sur la liste de Barcelone pour le parti Ciutadans, unioniste, annoncé second dans les sondages.

VALÉRIE DEMON

LIRE AUSSI page 14.

RECUEILLI PAR VALÉRIE DEMON (à Barcelone)